



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 10 février 2019

Manifestation régionale des gilets jaunes le samedi 9 février 2019 : le préfet de la Vendée condamne les violences

La manifestation régionale des gilets jaunes du 9 février après-midi à La Roche-sur-Yon a été l'occasion de violences sans précédent qui se sont déroulées pendant plusieurs heures au centre de la ville.

Ces violences ont visé les forces de l'ordre, les bâtiments publics (préfecture, commissariat de police, direction départementale des finances publiques, conseil départemental), des agences bancaires, les bureaux d'organes de presse et le site des Halles au centre de La Roche-sur-Yon. Elles ont pris des formes particulièrement brutales: jet de projectiles (pavés, engins incendiaires, artifices, fumigènes...), incendies multiples (ayant nécessité une quinzaine d'intervention des pompiers), dégradations et tentatives de destruction de bâtiments.

Imputables à une partie des manifestants venus pour s'attaquer aux personnes et aux biens; ces faits se sont déroulés dans le cadre d'une manifestation qui n'avait pas été déclarée et sans qu'un quelconque service d'ordre ou que les autres manifestants ne s'y opposent.

Le préfet de la Vendée tient à saluer le comportement et l'action exemplaires des forces de police et de gendarmerie, des sapeurs-pompiers, des agents de préfecture et agents municipaux dans ces circonstances difficiles. Leur sang froid, leur professionnalisme et leur abnégation ont permis d'éviter un bilan beaucoup plus lourd ou dramatique.

Le préfet de la Vendée condamne très fermement des actes et des comportements d'une violence inacceptable.

Uniquement destinée à blesser des policiers ou des gendarmes ou à attaquer des bâtiments publics ou privés, cette violence n'a rien à voir avec le droit de manifester et la liberté d'opinion qu'en réalité elle instrumentalise et menace. Elle est la négation des principes de notre démocratie, de notre république et de notre état de droit.

Toutes celles et tous ceux qui entendent manifester dans ces conditions doivent avoir conscience de la responsabilité qu'ils prennent ou que d'autres leur font prendre par de telles violences. L'expression de leur opinion doit s'inscrire non pas dans la violence mais dans le dialogue et la discussion ouverts avec la démarche du grand débat national.

